Document généré le 11 oct. 2024 23:07

Revue internationale de l'économie sociale
Recma

[Sans titre]

Jean-François Draperi

Numéro 296, mai 2005

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1021857ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1021857ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut de l'économie sociale (IES)

ISSN

1626-1682 (imprimé)
2261-2599 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

Draperi, J.-F. (2005). [Sans titre]. *Revue internationale de l'économie sociale*, (296), 4–5. https://doi.org/10.7202/1021857ar

Tous droits réservés © Recma, 2005

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

La *Recma* se réjouit de sa collaboration avec les Ves Rencontres inter-universitaires de l'économie sociale et solidaire. Elle regrette que les limites de sa publication ne l'aient pas autorisée à intégrer l'ensemble des contributions et invite ses lecteurs à poursuivre leur lecture en se procurant les actes complets disponibles auprès de l'université d'Aix-Marseille II. Cette collaboration a d'ores et déjà permis de produire une avancée certaine dans la connaissance sur le lien entre l'économie sociale et solidaire et les territoires, à partir des approches économiques et sociologiques.

Pourquoi la relation entre économie sociale et solidaire et territoire ne constitue-t-elle pas un objet classique de recherche en sciences économiques et sociales ? C'est sans doute l'une des questions que l'on peut se poser à la lecture de ce numéro 296 de la *Recma,* tant la congruence entre les deux termes est forte. Encore fallait-il sans doute que le territoire cesse d'être considéré comme un obstacle à la théorisation et qu'il devienne lui-même objet de recherche économique. Encore fallait-il que l'économie sociale interroge son ancrage territorial, plutôt que de le considérer comme « allant de soi », comme le dit M. Parodi.

G. Colletis, P. Gianfaldoni et N. Richez-Battesti soulignent que cet objet permet de définir plusieurs problématiques novatrices pour étudier l'économie sociale et solidaire. Le tour d'horizon de la littérature économique en lien avec le territoire auquel nous invite Maurice Parodi montre combien pourrait être fertile le croisement entre les approches économiques du territoire et une économie sociale et solidaire bien armée pour valider des démarches fondées sur la confiance ou sur la proximité.

Dès lors que sont abordées les questions de gouvernance, l'évidence de ce lien n'est cependant plus de mise. B. Eme met en avant les risques auxquels sont confrontés les mouvements d'économie sociale et solidaire dans l'espace local. En s'appuyant sur le concept de régimes de gouvernance, B. Enjolras énonce la pluralité des modes de relation entre l'Etat et la société civile. L'histoire de la microfinance, concluent en écho I. Guérin et J.-M. Servet, est celle d'une *« dialectique permanente entre l'action publique et l'action associative ».*

D. Demoustier et D. Vallat renversent la problématique et étudient les transformations du territoire par l'économie sociale aussi bien en termes de développement local, de recomposition des organisations et de construction de nouveaux processus de « solidarisation » des acteurs. A Mondragon, écrit J. Prades, cette transformation du territoire est produite à la fois par l'entreprise coopérative et par l'identité territoriale : « *Le territoire est cet imaginaire qui se construit. »*

Ce numéro nous fait franchir un pas important dans la connaissance du lien entre économie sociale et territoire, mais nos collègues géographes ne manqueront pas de pointer une absence : celle de la géographie. Pourquoi la « science du concret » qui a tant étudié les territoires, jusqu'à en faire l'un de ses concepts centraux, est-elle absente de ce débat ? A quand une géographie de l'économie sociale ?

Jean-François Draperi ●

Nous apprenons la disparition de notre collègue, ami et correspondant suédois de la *Recma* Sven Ake Böök. Sven Ake Böök fut président de la Swedish Society for Co-operative Studies et président du Co-operative Research Planning and Development de l'Alliance coopérative internationale. On se souvient en particulier de son remarquable rapport présenté au congrès de l'Alliance coopérative internationale (Tokyo, 1992), « Valeurs de la coopération dans un monde en changement » [1], qui fut la base de discussion pour la révision des valeurs coopératives de l'ACI. S'appuyant sur une analyse très documentée des évolutions récentes du mouvement coopératif, ce rapport mettait en évidence la diversité des situations et des points de vue des coopératives face à la nouvelle donne économique et proposait des recommandations novatrices aussi bien au niveau des valeurs qu'au niveau des principes. Ce travail avait suscité de nombreuses controverses dans le congrès, mais plus encore au sein du comité consultatif des quatorze membres qui avait assisté Sven Ake Böök.

J.-F. D.

(1) Résumé dans le numéro 247 de la *Recma*, 4e trim. 1992.